

La Libye renonce à demander l'extradition de la famille Kadhafi

Adoucissement de position. Le Conseil national de transition (CNT) libyen transige sur l'extradition des membres de la famille de feu Kadhafi, accueillis en Algérie pour des «raisons humanitaires.» Salem Messaoud Kenane, membre du CNT, dit «apprécier et comprendre» la position de l'Algérie.

Sofiane Aït Iflis - Alger

(Le Soir) - Le Conseil national de transition libyen semble avoir assimilé quelques utiles finesses diplomatiques. Il a fini, au fil des mois, par revenir de sa hautaine attitude vis-à-vis de l'Algérie et adopter un profil plus conciliant, lâchant du lest, au besoin. Ainsi, il ne tient pas à voir, coûte que coûte, la famille du guide de la Révolution libyenne déchu réfugiée en Algérie extradée vers Tripoli. «Mon pays apprécie et comprend les positions humanitaires de l'Algérie qui a accueilli des membres de la famille Kadhafi», a attesté, hier, à Alger, Salem Messaoud Kenane, membre du CNT accompagnant le président Mustapha Abdeldjalil, qui a effectué

dimanche une visite de deux jours en Algérie. Une position revue et corrigée, donc. Même s'il ne lui a pas échappé de suggérer, sans forcer sur l'emphase, que cessent, en contrepartie, les sorties du genre celles qu'Aïcha Kadhafi a eu à commettre. «Cependant, nous sommes prêts à aider nos frères algériens en cas de comportement ou d'agissement de la part de ces personnes pouvant porter atteinte aux intérêts et à la sécurité de la Libye», a-t-il poursuivi. Rappelons que peu de temps avant la chute de Tripoli, des membres de la famille de feu colonel Kadhafi, notamment sa fille Aïcha, ses deux frères Mohamed et Hannibal, leur mère Safiya ainsi que d'autres proches, se sont



Photo : DF

réfugiés en Algérie. L'Algérie avait, à maintes reprises, affirmé que l'asile leur a été accordé pour «des raisons humanitaires», refusant, du coup, d'accéder aux demandes du CNT qui voulait les voir extradés vers Tripoli. Aïcha Kadhafi aura, depuis, commis deux sorties publiques dans lesquelles elle haranguait les fidèles de

Kadhafi et son régime de poursuivre la lutte armée. Deux sorties auxquelles les autorités algériennes réagissent par des rappels à l'ordre. Sans plus. Deux sorties qui n'étaient surtout pas pour rapprocher le pouvoir algérien et les dirigeants du CNT qui, déjà, avaient accusé l'Algérie de soutenir le régime de Kadhafi.

La médiation qatarie

Il a fallu que l'émir du Qatar pour qu'Alger et Tripoli reprennent langue au plus haut niveau. Lors du Sommet du gaz, organisé à Doha, l'émir du petit émirat a fait rencontrer les présidents Abdelaziz Bouteflika et Mustapha Abdeldjalil. Mais les choses ne vont pas s'accélérer pour autant.

Le CNT, malgré cet office qatari, est demeuré suspicieux. Le président du CNT hésita longtemps avant de décider enfin à effectuer une visite en Algérie.

Une visite attendue au tout début de l'année mais qui, finalement, n'aura pas lieu.

Et c'était Mourad Medelci, le ministre algérien des Affaires étrangères, qui l'annonça en décembre 2011. Même s'il pouvait l'irriter, l'attribution du CNT n'affole pas Alger. Ould Kablia, en visite à Tripoli, a déclaré que l'Algérie restait prête à aider les Libyens à reconstruire leur pays mais aussi à réorganiser les institutions sécuritaires.

Le CNT est, au demeurant, très favorable à la coopération sécuritaire proposée par l'Algérie, tant est que la Libye vit au rythme des conflits armés fratricides.

Des conflits qui risquent d'affecter tout le voisinage de la Libye.

S. A. I.

LÉGISLATIVES

La campagne débute en Belgique et au Luxembourg

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

La maison des associations algériennes en Belgique (ex-siège de consulat) a ouvert son portail pour deux événements. Début d'après-midi, des moudjahidine de l'ex-Fédération belge du FLN ont rendu un hommage à Ahmed Ben Bella, en rappelant quelques dates de son parcours politique et en faisant observer une minute de silence à la mémoire du défunt...

En début de soirée, c'est le FFS qui a organisé le lancement de sa campagne électorale en présentant la liste des ses candidats en zone 4 (Europe moins la France, Amérique et Canada). Pour la circonstance, c'est un membre du secrétariat national du parti qui a assisté à la cérémonie.

Lors des débats en conférence de presse, les responsables du parti de Aït Ahmed, candidat et membre de la direction, ont répondu à plusieurs questions des journalistes. Madjid Rouan a tenu à relever qu'il n'était nullement «inscrit dans le marbre que notre parti soit celui du boycott». Le membre de la direction du FFS rappellera, il est vrai, à juste raison, que le parti a participé à plusieurs scrutins, législatif, communal et l'élection présidentielle de 1999, avant que les compétiteurs de Bouteflika ne se retirent, flairant fraude et coup fourré pour laisser l'actuel locataire d'El-Mouradia terminer, seul, et d'être déclaré vainqueur alors même qu'il n'y avait plus de concurrents. C'est une autre histoire.

Les représentants du FFS ont dit que la participation du parti aux prochaines législatives n'était pas une «caution» du pouvoir actuel, ni elle n'est (l'élection) un événement pouvant sortir le pays du marasme actuel dans lequel il se morfond. Le FFS a simplement rappelé que sa participation était d'ordre tactique et s'inscrivait dans la volonté du plus vieux parti d'opposition à ancrer la culture démocratique dans le pays. Lors de son intervention, M. Madjid Rouan a exposé le point de vue de sa formation sur la situation régionale actuelle et sur les changements intervenus dans le proche voisinage de l'Algérie.

Lors de la même rencontre, Belkacem Amarouche, tête de liste de la zone 4 du FFS, a évoqué «la situation politique dans le pays» et «la place de l'émigration dans le programme du FFS».

A. M.

SELON FAWZI REBAÏNE

«Tous les programmes proposés sont calqués sur celui du président»

Pour le président de Ahd 54 qui croit que les jeux sont déjà faits, il serait «indécent et malvenu» de parler, lors de cette campagne d'un débat de programmes. Et pour cause : deux programmes seulement mériteraient l'attention, «celui du parti de Ahd 54 et celui de son Excellence le président Bouteflika. Tout le reste n'est qu'une supercherie».

Egal à lui-même, Fawzi Rebaïne, qui était hier à Constantine pour présenter les grandes lignes de son programme, n'y est pas allé par quatre chemins pour dire tout le mal qu'il pense du «gouvernement des patates». Selon ce dernier, qui se dit étonné d'entendre

des soi-disant «docteurs» parler d'un débat de programmes, il n'y aurait que deux programmes politiques en lice. «Franchement, je ris quand ils parlent de débat de programmes. Il y a le programme du président dont s'est inspirée la foulitude de partis en lice et

celui de Ahd 54, qui se veut une alternative pour sortir de la crise.»

Convaincu que la fraude aura lieu, que le partage des sièges a été fait, et que des gens qui s'agrippent au pouvoir depuis plus de 50 ans ne le lâcheront pas aussi facilement, Fawzi Rebaïne en appelle à ces derniers afin de respecter un minimum de démocratie. En somme, dit-il, «un partage du pouvoir où la nouvelle élite aura à démontrer ses capacités».

Se proposant de combattre la corruption, le favoritisme, l'économie de bazar

et la justice de nuit, Rebaïne s'est dit capable de bousculer l'ordre établi si les électeurs l'accréditent de leur confiance lors des législatives du 10 mai. Abordant la question de l'indépendance de la justice et le rôle dévolu aux magistrats dans la supervision du processus électoral, il dit ne pas croire en la neutralité de ces derniers. «Comment voulez-vous qu'un juge soit intègre alors qu'il fait l'objet de toutes sortes de pression. Aussi, il faut les protéger pour qu'il n'y ait plus de justice de nuit.»

F. B.

MISSION D'OBSERVATION ELECTORALE

DE L'UNION EUROPÉENNE

160 observateurs sur le terrain

Le chef de la mission de l'Union européenne a présenté, hier, les grandes lignes du programme d'observation de l'élection législative du 10 mai 2012. José Ignacio Salafranca a qualifié d'«utiles» les recommandations du rapport de mission qui sera rendu public trois mois après le scrutin.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - L'eurodéputé et chef de mission de l'UE, José Ignacio Salafranca, a présenté, hier, le programme de travail des 160 observateurs qui seront déployés sur l'ensemble du territoire algérien. «Notre mission est composée d'une équipe-cadre de 10 personnes. Elle sera chargée de coordonner l'action des quarante observateurs longue durée (OLD) qui sont en Algérie depuis le 10 avril. Dès le début du

mois de mai, soixante observateurs de courte durée sont également attendus. A terme, la mission sera renforcée par le personnel diplomatique des Etats membres accrédités à Alger», a expliqué Salafranca. Sur le plan pratique, le processus d'observation sera basé sur la «méthodologie traditionnelle» élaborée par l'Union européenne. Selon José Ignacio Salafranca, celle-ci prend en compte les observations des membres de la mission, les réactions des partis politiques, l'étude des dispositions de la loi électorale ainsi que les décisions prises par l'administration, notamment les walis. Le jour du scrutin, les membres de la mission seront dans les bureaux de vote, assisteront au dépouillement puis à la collecte des informations au niveau des sièges des 48 wilayas et du ministère de l'Intérieur. «Il est important de préciser que notre but n'est pas de contrôler le processus électoral algérien, mais d'en

observer le déroulement. Notre mission est clairement définie dans le mémorandum que nous avons signé avec le ministère de l'Intérieur», a souligné le représentant de l'Union européenne. A terme, le travail de la mission de l'UE consistera, les jours qui suivront le scrutin, à présenter une «déclaration préliminaire» puis, trois mois plus tard, à rendre public un «rapport». «Ce rapport complet et détaillé sera adressé au gouvernement algérien. Il comportera des recommandations pour l'organisation des prochaines élections.» José Ignacio Salafranca a tout juste qualifié d'«utile» cette démarche, à condition bien sûr que les pouvoirs publics prennent en considération les recommandations finales. Pour ce qui est de l'aspect financier, le chef de mission a répété que l'Union européenne avait alloué un budget spécial pour les besoins de cette opération.

T. H.